

Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875

Socialisme, communisme et syndicalisme sont les trois formes du mouvement ouvrier qui se développent dans tous les pays européens au XIX^e siècle. Si le syndicalisme désigne l'ensemble des mouvements de défense de la classe ouvrière, le socialisme et le communisme sont des idéologies dénonçant les inégalités produites par l'industrialisation. Selon leur principal théoricien, Karl Marx, l'histoire est l'affrontement de la classe possédante (la bourgeoisie) et de la classe démunie (le prolétariat). La lutte des classes ne peut se résoudre que par une révolution mettant fin à la domination bourgeoise, remplacée par une dictature du prolétariat. Celle-ci permet d'établir une société sans classes, grâce à la mise en place d'une propriété collective des moyens de production. C'est sur ce dernier point que le socialisme se distingue du communisme : pour une majorité de socialistes, la propriété collective doit être réalisée par les ouvriers eux-mêmes, alors que, pour les communistes, elle doit être mise en place de manière autoritaire par l'État, avant qu'il ne disparaisse.

Quelle place ces différentes formes du mouvement ouvrier occupent-elles dans l'histoire allemande aux XIX^e et XX^e siècles ?

I. La construction du mouvement ouvrier en Allemagne de 1875 à 1914

1. La naissance du parti socialiste allemand

a) C'est en 1875 qu'est créé le Parti socialiste des ouvriers allemands, (le SAP *Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands*) Le programme de ce nouveau parti, qui est élaboré lors d'un congrès réuni dans la ville de Gotha (d'où son nom de « programme de Gotha ») est ouvertement **révolutionnaire** – il appelle à renverser le système capitaliste par l'action violente – mais il contient aussi des éléments **réformistes** – il demande la mise en place par la loi de mesures améliorant le sort de la classe ouvrière. Cette double orientation s'explique par les conditions de la naissance du parti, qui est formé par la réunion d'un parti réformiste, l'« Union générale des travailleurs allemands » (l'ADAV, *Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein*), dirigée par Ferdinand Lassalle et d'un parti révolutionnaire, le « parti social-démocrate des travailleurs allemands » (le SDAP, *Socialdemokratische Arbeiterpartei Deutschlands*) dirigé par Wilhelm Liebknecht. L'opposition entre réformisme et révolution, que l'on retrouve dans tous les mouvements ouvriers européens, oriente durablement l'évolution du socialisme allemand.

b) Dès sa naissance, le parti socialiste affronte l'hostilité du gouvernement impérial. Aux yeux du très conservateur chancelier **Bismarck**, le socialisme, même réformiste, est une menace majeure pour l'ordre établi : tandis qu'une loi, votée en 1878, prive le SAP de ses moyens d'expression en interdisant toute propagande socialiste en Allemagne, de nombreuses autres lois, votées dans les années 1880, apportent d'importantes améliorations à la condition ouvrière, afin d'éloigner les ouvriers allemands du parti socialiste: une **assurance-maladie** est créée en 1883 ; une **assurance vieillesse et invalidité** est établie en 1889 ; des lois votées en 1890 et 1891 réduisent la durée du travail et instituent un jour de repos hebdomadaire.

c) Une nouvelle période s'ouvre en 1890 pour le socialisme allemand. Bismarck ayant été contraint de quitter le pouvoir en 1890, les lois antisocialistes sont abrogées et le SAP se

reformé sous le nom définitif de « **Parti social-démocrate d'Allemagne** » (le **SPD**, *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), en gardant sa double orientation idéologique : le programme élaboré au congrès d'Erfurt en 1891 réaffirme la nécessité de faire disparaître le capitalisme, mais réclame aussi d'importantes réformes sociales. Jusqu'en 1914, les idées des socialistes réformistes, principalement représentées par Eduard Bernstein, s'opposent au sein du parti aux idées des socialistes révolutionnaires, représentés par Rosa Luxemburg.

2. Le plus puissant parti socialiste d'Europe

a) Le SPD accumule les succès électoraux jusqu'en 1914. Alors qu'il n'attire que moins de 10% des voix des électeurs allemands en 1875, le parti socialiste devient au début du XX^e siècle le premier parti du Parlement allemand (le *Reichstag*). Aux élections législatives de 1912, les socialistes recueillent ainsi **plus de 35% des suffrages** exprimés et obtiennent 110 députés. Même s'il reste un parti d'opposition, le SPD n'en est pas moins une force politique considérable, ainsi qu'une référence pour tous les autres partis socialistes européens. Ses succès électoraux s'expliquent avant tout par son monopole de la représentation politique de la classe ouvrière : face aux autres forces politiques, les socialistes se présentent comme les meilleurs défenseurs des intérêts des 8 millions d'ouvriers allemands, dont les conditions de vie et de travail restent très précaires jusqu'en 1914.

b) Un très puissant mouvement syndical se construit également en Allemagne. Interdits en 1878, les syndicats socialistes se développent surtout après 1890. Regroupés à partir de 1892 dans la **Confédération des Syndicats d'Allemagne** (*Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*), ils comptent plus de **2,5 millions d'adhérents** à la veille de la première guerre mondiale. Bien qu'ils soient surtout réformistes, ces syndicats encouragent les mouvements de grève, particulièrement nombreux entre 1900 et 1914 : en 1905, la grève organisée par le syndicat des mineurs de la Ruhr mobilise 200 000 mineurs, sur les 300 000 que compte le bassin minier. Même si elles sont violemment réprimées, ces actions permettent d'importantes améliorations de la condition ouvrière, comme l'adoption des premières conventions collectives en 1902. D'autres syndicats, chrétiens ou libéraux se constituent parallèlement, mais ils n'ont pas l'importance des syndicats socialistes.

c) Le SPD constitue enfin en Allemagne une véritable « contre-société », alternative à la société capitaliste. Des **coopératives de consommation** gérées par des organisations socialistes (il y en a 1 200 en 1911) permettent aux ouvriers de trouver des produits moins chers que dans les circuits économiques classiques. Des milliers d'**associations culturelles, sportives ou artistiques**, souvent issues des syndicats socialistes, organisent aussi les loisirs des ouvriers. La force du SPD est sa capacité d'encadrer au quotidien la classe ouvrière allemande.

II. La division du mouvement ouvrier allemand de 1914 à 1945

1. Le choc de la guerre

a) La première guerre mondiale met fin à l'unité du socialisme allemand. Jusqu'en 1914, le SPD, comme tous les autres partis socialistes européens regroupés dans l'Internationale ouvrière, multiplie les proclamations hostiles à la guerre, au nom de la solidarité des classes ouvrières opprimées. Mais cet **internationalisme** ne résiste pas au déclenchement du conflit. En août 1914, les socialistes allemands s'engagent dans l'« Union sacrée » (*Burgfrieden*) et

apportent leur soutien au gouvernement de l'empereur Guillaume II. Le patriotisme l'emporte sur toute autre considération. Acceptée par presque tous les socialistes qui croient à une guerre courte, cette orientation belliciste est de plus en plus contestée au fur et à mesure de l'enlisement du conflit. En 1916, une partie des militants du SPD se regroupent dans la **Ligue spartakiste** (« *Spartakusbund* ») fondée par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg pour demander la fin de la guerre. Même s'il ne se sépare pas tout de suite du SPD, le mouvement spartakiste (dont le nom fait référence à l'organisateur de la plus grande révolte d'esclaves de l'Antiquité) est une première rupture de l'unité du mouvement socialiste allemand.

b) La rupture s'approfondit avec la fin de la guerre. En novembre 1918, l'abdication de l'empereur Guillaume II est suivie d'une double proclamation de la République : alors que les députés socialistes proclament une république démocratique et forment un gouvernement avant tout destiné à maintenir l'ordre établi, les spartakistes proclament une république socialiste et réclament la disparition du système capitaliste. Cette opposition s'approfondit en décembre 1918 quand les spartakistes quittent le SPD pour fonder le **Parti communiste d'Allemagne** (le **KPD**, *Kommunistische Partei Deutschlands*) en s'inspirant directement du parti bolchevique qui vient de prendre le pouvoir en Russie.

c) Mais la rupture devient irrémédiable en janvier 1919, lorsque le gouvernement dirigé par le socialiste Friedrich Ebert décide de mettre fin au soulèvement des communistes de Berlin contre la République de Weimar. Soutenus par les partis conservateurs, les socialistes chargent l'armée de disperser par la force les militants communistes qui occupent les rues de la capitale : plusieurs centaines d'entre eux sont tués et leurs chefs, dont Liebknecht et Luxemburg, sont assassinés. La « **semaine sanglante de Berlin** » met définitivement un terme à l'unité du mouvement ouvrier allemand.

2. Socialistes et communistes face-à-face

a) Entre 1919 et 1933, le SPD est l'un des principaux partis la République de Weimar. Fondateurs du nouveau régime, les socialistes perdent une partie de leur électorat d'avant-guerre après la création du KPD, mais ils restent une force politique majeure de l'entre-deux-guerres. Relayée par les très puissants syndicats socialistes regroupés dans la Confédération Générale Syndicale Allemande (8,5 millions d'adhérents en 1932), l'action du SPD permet l'adoption de **nombreuses lois sociales**, comme la journée de 8 heures ou l'assurance-chômage. Comme avant la guerre, les organisations socialistes encadrent la classe ouvrière, même si le parti se tourne de plus vers les employés et les classes moyennes. Maintenu en théorie, son orientation révolutionnaire disparaît quasiment en pratique.

b) A l'inverse, le KPD s'enferme dans une durable opposition. Organisé sur le modèle du parti communiste d'URSS et membre de l'Internationale communiste dirigée par les Soviétiques, le KPD adopte au contraire une orientation révolutionnaire et antiparlementaire. Sa propagande englobe dans un même rejet les partis conservateurs et les « sociaux-traitres » du SPD. Fidèles à une stratégie de « **classe contre classe** », les communistes se présentent comme les seuls défenseurs de la classe ouvrière. Leur syndicat, le Syndicat Révolutionnaire d'Opposition (le RGO, *Revolutionäre Gewerkschafts Opposition*), relaie le discours du KPD dans les entreprises et organise de nombreux mouvements de grève.

c) La division du mouvement ouvrier permet l'accession de Hitler au pouvoir. De 1918 à 1933, le SPD perd continûment des électeurs, dont le KPD ne récupère qu'une partie, car une

fraction importante des ouvriers allemands se tourne vers le **parti national-socialiste**, surtout après 1930 et le début de la crise économique. Or, si les socialistes et les communistes sont d'accord pour dénoncer les risques que l'ascension de Hitler fait courir à la classe ouvrière allemande, ils sont incapables de s'unir pour y faire face : en janvier 1933, les dirigeants communistes se mettent d'accord avec les dirigeants nazis pour organiser une grève des transports à Berlin ... contre les socialistes !

3. Socialistes et communistes sous la dictature nazie (1933-1945)

a) L'arrivée de Hitler entraîne l'anéantissement du SPD et du KPD. Pour les dirigeants nazis, le parti communiste est l'ennemi à abattre en priorité. Le 28 février 1933, **l'incendie du Reichstag**, faussement attribué à des communistes, sert de prétexte à l'interdiction du KPD et à l'arrestation de ses dirigeants et de nombreux militants, qui sont torturés avant d'être envoyés en camps de concentration. Mais comme les socialistes refusent, en mars 1933, de voter les pleins pouvoirs à Hitler, **le SPD est à son tour interdit** et ses dirigeants sont eux aussi internés. Les nazis font ainsi disparaître en quelques mois l'ensemble des organisations ouvrières allemandes.

b) Le régime hitlérien met en place ses propres organisations ouvrières. Comme le parti national-socialiste prétend encadrer à lui seul la classe ouvrière allemande, les syndicats socialistes et communistes sont eux aussi supprimés et remplacés par le « **Front allemand du travail** » (*Deutsche Arbeitsfront*), une organisation nazie qui regroupe à la fois les patrons et les ouvriers. Les autres associations socialistes et communistes sont nazifiées et regroupées dans la « **Force par la joie** » (*Kraft durch Freude*), une autre organisation nazie qui encadre les loisirs de la classe ouvrière.

c) Les socialistes et les communistes sont impuissants face à la terreur nazie. De 1933 à 1945, les militants des deux partis qui n'ont pas été arrêtés et qui sont restés en Allemagne sont soumis à la surveillance constante de la **Gestapo**, ce qui interdit toute réelle opposition. Les dirigeants et les militants qui ont pu s'exiler parviennent à reconstituer des forces politiques en dehors d'Allemagne (à Londres pour le SPD, à Moscou pour le KPD), mais ils ont les plus grandes difficultés à faire entendre leur propagande.

III. Le mouvement ouvrier allemand de 1945 à nos jours

Uni depuis 1875, mais divisé et impuissant face à la montée du nazisme, le mouvement ouvrier allemand disparaît pendant toute la durée de la dictature nazie. La défaite de 1945 permet sa reconstitution, mais pas son unification : si, à partir de 1949, les socialistes et les communistes de la RFA et de la RDA ont des histoires totalement séparées, la réunification des deux Allemagne en 1990 n'entraîne pas pour autant un retour à l'unité. Comment expliquer une telle évolution ?

1. Le communisme au pouvoir en RDA

a) Le KPD devient la principale force politique de l'Allemagne de l'Est. Profitant de la présence de l'armée soviétique à l'Est du pays, les communistes est-allemands, après avoir éliminé les partis conservateurs, imposent en 1946 aux socialistes une fusion dans un **Parti socialiste unifié**, le **SED** (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*), qui imite en tous

points du Parti communiste d'URSS. Lorsque la RDA est créée en 1949, ils appliquent intégralement le modèle soviétique, aussi bien sur le plan politique (la RDA devient une « **démocratie populaire** » fondée sur un régime de parti unique) que sur le plan économique : l'Etat est-allemand supprime la propriété privée et contrôle l'ensemble des moyens de production dont il planifie le fonctionnement, en donnant, comme en URSS, la priorité au développement de l'industrie lourde.

b) La société est-allemande est entièrement contrôlée par le SED. Les organisations communistes encadrent tous les aspects de la vie sociale et chaque moment de la vie des citoyens de la RDA. Une attention toute particulière est portée à la jeunesse, regroupée dans l'organisation de la **Jeunesse libre allemande**, la **FDJ** (*Freie Deutsche Jugend*) : l'éducation, les loisirs et même les rites de passages (comme la *Jugendweihe*, l'équivalent de la cérémonie chrétienne de la confirmation) sont pris en charge par l'État. Parallèlement, les syndicats sont regroupés dans la **Fédération Libre des Syndicats Allemands**, la **FDGB** (*Freie Deutsche Gewerkschaftsbund*), qui est avant tout un relais des orientations économiques et sociales décidées par le SED. Le droit de grève disparaît en 1961.

c) La moindre opposition est vigoureusement réprimée. En juin 1953, après la mort de Staline, les ouvriers de Berlin se révoltent contre le régime communiste en réclamant de meilleures conditions de travail et plus de démocratie. Cette révolte, qui gagne ensuite toute la RDA, est violemment réprimée par l'armée soviétique. Dans les années qui suivent, plus de deux millions d'Allemands de l'Est fuient vers l'Ouest, en profitant des passages encore possibles entre Berlin-Est et Berlin-Ouest. C'est la raison pour laquelle, en août 1961, les autorités est-allemandes construisent le **Mur de Berlin**. Pour empêcher la moindre opposition à l'intérieur d'un « paradis socialiste » désormais fermé, une redoutable police politique, la **Stasi** (*Staatssicherheit*, la Sécurité de l'État) fait espionner les citoyens est-allemands par leurs voisins, leurs collègues ou par les membres de leur propre famille.

2. Le socialisme en Allemagne de l'Ouest

a) Entre 1949 et 1966, le SPD est un parti d'opposition en RFA. Alors que les communistes, qui ne recueillent qu'à peine 2% aux premières élections, disparaissent presque complètement de la vie politique de l'Allemagne de l'Ouest, les socialistes jouent un rôle de premier plan dans la naissance de la République Fédérale (ils participent notamment à la rédaction en 1949 de sa Constitution, la Loi Fondamentale). Mais ils n'exercent pas pour autant le pouvoir, puisqu'ils sont constamment devancés jusqu'aux années 1960 **par les conservateurs de la CDU**, un parti chrétien-démocrate. Ceci s'explique par le fait que le SPD ne prend pas acte de la séparation de l'Allemagne en deux États et refuse l'intégration de la RFA au bloc occidental : pendant les années 1950, les socialistes combattent aussi bien l'entrée de l'Allemagne de l'Ouest dans l'OTAN que sa participation aux débuts de la construction européenne. Ils apparaissent alors, aux yeux de nombreux électeurs, comme **des alliés des communistes de la RDA**. De plus, les chrétiens-démocrates au pouvoir parviennent, en un temps record, à reconstituer la puissance économique de l'Allemagne. Or, ce « miracle économique allemand » est réalisé avec le soutien des puissants syndicats socialistes regroupés dans la **Confédération Allemande des Syndicats**, la **DGB** (*Deutscher Gewerkschaftsbund*). Le fondement le plus important de l'économie allemande, « **l'Économie**

sociale de marché » qui repose sur la cogestion des entreprises capitalistes par les patrons et par les employés, est mis en place à cette époque par des gouvernements conservateurs.

b) Dans les années 1960, le SPD s'installe durablement au pouvoir. En effet, après avoir participé de 1966 à 1969 à un gouvernement de « Grande Coalition » (d'union nationale) avec les chrétiens-démocrates, les socialistes remportent les élections de 1969 et gouvernent l'Allemagne jusqu'en 1982. Un tel changement s'explique surtout par l'action du principal dirigeant socialiste de cette époque, **Willy Brandt**. C'est en effet sous l'impulsion de Brandt que le SPD, lors de son congrès réuni **à Bad Godesberg en 1959**, renonce définitivement à toute référence marxiste, et donc à tout discours révolutionnaire : officiellement devenu un parti social-démocrate, il intègre dans son programme les principes du capitalisme libéral et accepte l'appartenance de la RFA au camp occidental. Lors de la visite de Kennedy à Berlin en 1963, Brandt se tient aux côtés du président américain. Une fois au pouvoir, les socialistes font **de nombreuses réformes** qui améliorent l'Économie sociale de marché et libéralisent la société allemande. La période de gouvernement de Willy Brandt (1969-1974) correspond aussi à la mise en place de l'**Ostpolitik**, « la politique de l'Est », qui fait de l'Allemagne un acteur majeur des relations Est-Ouest.

c) L'influence des socialistes décline pourtant à partir de la fin des années 1970. Affaibli par la crise économique qui touche l'Allemagne depuis 1974, le SPD voit vieillir sa base militante et diminuer le nombre de ses adhérents ouvriers qui ne se reconnaissent plus dans sa politique gestionnaire du capitalisme. Une partie importante de la jeunesse allemande préfère rejoindre l'**Opposition extra-parlementaire**, l'**APO** (*Außerparlamentarische Opposition*), un mouvement d'extrême-gauche dont le discours anticapitaliste et antiaméricain s'oppose complètement aux positions du SPD. Une partie des militants de l'APO rejoint même la **Fraction Armée Rouge** (*Rote Armee Fraktion*), dont l'action terroriste est combattue par les socialistes au pouvoir. Après les élections de 1982, les socialistes revenus dans l'opposition sont incapables de prévoir la désagrégation du bloc de l'Est et doivent laisser la conduite de la réunification de l'Allemagne aux chrétiens-démocrates dirigés par Helmut Kohl.

3. Le mouvement ouvrier allemand depuis la réunification

a) Le régime communiste est-allemand s'effondre en 1989. Les célébrations du 40^e anniversaire de la RDA sont accompagnées **de nombreuses manifestations** contre le pouvoir communiste, dont les médiocres résultats économiques mécontentent de plus en plus la population est-allemande. Mais, comme les manifestants s'inspirent de la **glasnost** (la libéralisation du régime communiste que Mikhaïl Gorbatchev est en train de mettre en place en URSS), les autorités de la RDA ne peuvent pas compter sur le soutien des Soviétiques pour enrayer la contestation. Dès lors, les choses vont très vite : le mur de Berlin est ouvert le **9 novembre 1989** sans que personne ne s'y oppose ; en mars 1990, le SED est obligé d'organiser pour la première fois des élections libres, qui portent au pouvoir l'Alliance pour l'Allemagne, un ensemble de partis dominés par les conservateurs de la CDU et favorables à la réunification ; en **octobre 1990**, la RDA est absorbée par la RFA sans véritable résistance.

b) La réunification fait disparaître le communisme à l'Est de l'Allemagne. Après la disparition de la RDA, les syndicats communistes réunis dans la FDGB rejoignent la DGB, la fédération syndicale liée au SPD. Mais l'unité qui prévaut sur le plan syndical ne se réalise pas sur le plan politique: après la dissolution du SED en 1990, une partie de ses militants se

regroupent dans un nouveau parti socialiste, le **Parti du Socialisme Démocratique** (le **PDS**, *Partei des Demokratischen Sozialismus*). Ce nouveau parti, qui reste distinct du SPD, n'a qu'une audience réduite dans l'Allemagne réunifiée, mais il connaît plusieurs succès électoraux dans l'ancienne RDA, où la montée du chômage et de la pauvreté entretient l'**Ostalgie**, la nostalgie du régime communiste et de ses nombreux avantages sociaux.

c) **L'évolution du SPD après la réunification crée de nouvelles divisions chez les socialistes allemands.** A partir de 1998, le SPD, allié aux *Grünen* (les écologistes) exerce à nouveau le pouvoir sous la direction de **Gerhardt Schröder**. Mais ce gouvernement socialiste adopte une ligne idéologique de moins en moins réformiste et de plus en plus gestionnaire du capitalisme. Une telle réorientation provoque l'opposition des syndicats et le départ de nombreux militants du SPD qui, avec le PDS, forment un nouveau parti, **Die Linke** (« La Gauche ») pour protester contre la disparition d'un grand nombre d'acquis sociaux et pour réclamer la poursuite des réformes sociales en Allemagne. A nouveau divisés, les socialistes perdent les élections de 2005 et **abandonnent durablement le pouvoir** aux chrétiens-démocrates conduits par Angela Merkel.

Lors des élections de 2013, les chrétiens-démocrates, qui n'ont pas obtenu la majorité absolue au Bundestag, sont contraints de former un nouveau gouvernement de « Grande Coalition » auquel participent les socialistes. Mais, à la suite des élections de 2017, le SPD, une nouvelle fois devancé par les chrétiens-démocrates, reforme une nouvelle coalition avec le parti d'Angela Merkel. Le retour des socialistes au pouvoir n'est toujours pas d'actualité....